

Philippe Godfroid, UCM

«Qu'on arrête de chipoter et qu'on économise dans la fonction publique»

LES PHRASES CLÉS

«Il faut économiser dans la fonction publique et **concentrer les dépenses sur les grands travaux d'infrastructures.**»

«C'est l'**unique manière de s'en sortir, ça créera des emplois et ça permettra enfin d'avoir des tunnels, des routes, des bâtiments en bon état.**»

«Il faut une **réforme de l'impôt des sociétés, revoir le taux à la baisse mais attention, on ne va pas encore reprendre d'une main ce qu'on pourrait donner de l'autre.**»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Le patron de l'UCM Philippe Godfroid sort du bois à mi-législation. La relance, à Bruxelles entre autres, n'est possible que si on se décide à financer de grands travaux pour rénover les tunnels bruxellois par exemple, tout en diminuant le poids de la fonction publique. Âmes sensibles s'abstenir...

On est à mi-législation, quelle est votre lecture de ce qu'a fait le gouvernement fédéral jusqu'ici?

Comme représentant des indépendants et des PME, je dois dire que le bilan est relativement positif. On a eu deux ministres successifs – Sabine Laruelle et Willy Borsus – qui comprennent et connaissent les entrepreneurs. C'est le bon sens des gens de la terre et nous avons été gâtés. Entre l'exonération de cotisation sur le premier emploi, les avancées dans les pensions et la diminution des cotisations sociales, c'est positif.

Donc, les indépendants sont sur pied d'égalité avec les salariés désormais?

Non, et attention, ce n'est pas ce qu'on demande! Être indépendant, c'est prendre un risque, financier, concernant ses revenus quotidiens, on n'assimile pas ça au salarié. Par contre, le droit passerelle est très important. Quelqu'un qui rate une première expérience d'indépendant, on doit pouvoir l'aider avec un filet de sécurité. On doit avoir ce revenu de survie. C'est important. Après, on doit aussi avoir un meilleur accompagnement des indépendants. Trois quarts des faillites interviennent dans les trois premières années du lancement d'une activité, on pourrait améliorer cela en accompagnant ces starters de professionnels du droit ou de professionnels du chiffre.

Il y a encore trop d'entrepreneurs qui se lancent au petit bonheur la chance?

Oui, et une de nos missions c'est de les décourager et de leur dire: vous n'êtes pas prêt, votre business plan ne tient pas la route, il y a des failles dans vos compétences, on les incite à revoir leur copie. À côté de ça, on veut aussi mettre l'accent sur un autre phéno-

me.

Lequel?

Avant la faillite, l'entrepreneur connaît des problèmes de trésorerie. Il commence alors par ne plus payer ce qu'il juge non indispensable comme la caisse d'assurance sociale ou l'ONSS s'il occupe du personnel. S'il ne parvient pas à passer le cap, il tombe en faillite et alors commence la cascade des rappels avec les frais, les intérêts et une ardoise qui gonfle de plus en plus. Parfois, un entrepreneur qui a fait faillite, deux ans plus tard sa note a plus que doublé, donc nous allons demander rapidement au ministre Willy Borsus de réfléchir à un gel des comptes. L'indépendant en faillite, le jour de sa faillite, devait autant, on n'applique pas d'intérêt et on lui laisse deux ou trois ans pour rembourser. On doit trouver une formule.

Le tax shift du gouvernement fédéral vous a-t-il satisfait?

Une réforme fiscale doit servir à diminuer l'impôt des sociétés et celui des personnes physiques...

Une des critiques est que la classe moyenne n'a récolté que des miettes...

J'attends encore les effets de ce tax shift et je n'ai pas encore vu grand-chose jusqu'à présent. Sur les personnes physiques, il y avait un effort à faire sur les bas revenus, pour la classe moyenne, c'est quasi neutre, il n'y a effectivement pas beaucoup.

Il faut faire davantage sur la fiscalité?

Il y a encore du boulot en matière de fiscalité: on doit diminuer les intérêts notionnels et abaisser l'impôt des sociétés. Mais je vois déjà que certains veulent en échange augmenter le précompte mobilier. Je les mets en garde, ça ne va pas. On ne va pas encore une fois reprendre d'une main ce qu'on va donner de l'autre.

Que pensez-vous du projet de Kris Peeters sur la flexibilité du travail?

On nous avait vendu une grande réforme et ça s'est transformé en un projet creux, conservateur et inutile. L'idée c'était de permettre de la souplesse au niveau du temps de travail, mais l'objectif est complètement raté. Une PME de 10 ou 12 personnes, quand il y a beaucoup de boulot, on doit pouvoir travailler plus, monter à 45 ou 47 heures et puis une fois que le chantier est terminé, vous prenez une semaine de congé. Ça ne tient pas la route vu qu'à partir de la 40^e heure, il faut payer ça en heure supplémentaire, et donc, on perd toute compétitivité. C'est un projet sans vision à long terme et qui ne tient pas la route.

Autre ministre fédéral dans votre collimateur: Alexander De Croo...

Oui, je dois dire que la législation sur l'économie collaborative, c'est incroyable. Celui qui passe par une plateforme numérique, s'il ne gagne pas plus de 5.000 euros, il ne paye aucune cotisation sociale et est taxé à 10% sur le chiffre d'affaires. On va probable-

ment attaquer ce dossier au Conseil d'Etat tellement c'est une ineptie. Il y a trois types de travailleurs en Belgique; le salarié, l'indépendant et le fonctionnaire. De Croo vient d'inventer un nouveau régime de travailleur. C'est quoi cela? C'est discriminatoire! Il y avait un statut d'indépendant à titre complémentaire. Ce sont des mesures qui ne tiennent pas la route. Si De Croo avait étudié la question, il aurait compris que ce n'était pas acceptable pour nous. Entendons-nous bien, on n'est pas contre le numérique, le principe est sympa et amènera des emplois, mais il faut que tout le monde travaille avec les mêmes règles – d'Uber à Airbnb en passant par Menu Next Door.

Comment jugez-vous la situation en Wallonie?

Positivement, mais ça pourrait aller mieux encore: je trouve que le patron wallon n'est pas assez ambitieux dans le développement de ses affaires. Il ne va pas assez à l'exportation. Les TPE exportent peu et on doit développer cela avec l'Awex. Identifier des sociétés qui ont des produits exportables et voir si ces sociétés ont les moyens d'exporter ou s'il faut leur donner un coup de main. Il y a une volonté d'avancer avec les PME mais les patrons sont souvent frileux. Si toute les PME wallonnes engageait une personne, il n'y aurait quasiment plus de chômage en Wallonie.

Le Wallon a-t-il l'esprit d'entreprise?

Oui. Et surtout chez les jeunes, il y a énormément de créateurs d'entreprise. Une mesure qui est vraiment très bien, c'est ce statut d'étudiant entrepreneur: donner le goût d'entreprendre aux jeunes, c'est primordial. J'avais suggéré à la ministre Joëlle Milquet, à l'époque, de consacrer une heure de son cours de rien à l'esprit d'entreprendre – au sens large. Dans quelques années, on aura plus d'entrepreneurs en Wallonie qu'en Flandre.

Paul Magnette regrette que les retombées du Plan Marshall profitent davantage à la Flandre qu'à la Wallonie...

Sur le principe, je comprends ce qu'il veut dire en demandant d'acheter wallon. Mais il faut être réaliste, je ne sais pas comment une entreprise publique ou privée va consommer wallon si le prix et le service sont moins bons qu'ailleurs, en Flandre par exemple.

La situation économique en Région bruxelloise n'est pas brillante...

Il y a évidemment le contexte post-attentats qui est délicat mais je dois admettre que le «Small business act» de Didier Gosuin n'est pas mal, il y a une volonté de travailler avec les PME et les indépendants. Je crois que ça va marcher...

Allez, soyons sérieux, il y a des problèmes de mobilité à n'en plus finir, il faut un an pour réparer un tunnel avenue Louise, ça ne peut pas marcher...

Je suis tout à fait d'accord. En Belgique, on consomme 53% du PIB dans la fonction pu-

blique sur un PIB d'environ 485 milliards. Les pays voisins sont en dessous de 50%, et 3 à 4%, c'est 15 milliards d'euros... Nos dépenses publiques, ce n'est hélas pas pour des tunnels, des bâtiments, une bibliothèque royale... C'est pour payer toujours plus en fonction publique. Nos dépenses d'infrastructure, ce n'est que 2,9% du PIB alors que celles de la France sont de 4% et celle des Pays-Bas, de 3,9%.

Qu'est-ce que cela veut dire?

Qu'on dépense plus que nos voisins dans la fonction publique et moins qu'eux dans les infrastructures. Est-ce que c'est tenable? Non. Arrêtons de chipoter et faisons des efforts énormes en matière de réduction du coût de certaines dépenses publiques. Si on avait 5 ou 6% du PIB investis en infrastructures, on aurait des tunnels et des routes en bon état, des nouveaux bâtiments, des tri-

bunaux qui ne tombent pas en ruine et ça donnerait du travail à nos entrepreneurs. Tant qu'on ne corrige pas cela, on ne sortira pas de nos problèmes de gestion. Le nœud de la fiscalité, il est là aussi. Il faudrait quand même que tout le monde se mette d'accord pour mener la même politique de rigueur partout en Belgique. Qu'on économise sur le personnel et qu'on fasse de grands investissements.